

REPUBLIQUE FRANCAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL
DES HAUTES-PYRENEES

EXTRAIT DES PROCES-VERBAUX
DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL DEPARTEMENTAL

TROISIEME REUNION DE 2016

Séance du 24 juin 2016

Etaient présents : Mme Joëlle Abadie, Mme Laurence Ancien, M. Louis Armary, M. Georges Astuguevieille, Mme Christiane Autigeon, Mme Adeline Ayéla, Mme Maryse Beyrié, Mme Josette Bourdeu, M. Jacques Brune, M. Jean Buron, M. Gilles Craspay, Mme Andrée Doubrère, M. André Fourcade, M. Jean Glavany, M. Jean Guilhas, Mme Geneviève Isson, Mme Isabelle Lafourcade, M. Laurent Lages, Mme Monique Lamon, M. David Larrazabal, M. Frédéric Laval, Mme Isabelle Loubradou, M. José Marthe, M. Jean-Christian Pédeboy, M. Michel Pélieu, M. Bernard Pouban, Mme Chantal Robin-Rodrigo, Mme Andrée Souquet, M. Bernard Verdier, Mme Catherine Villegas, M. Bruno Vinualès.

Avaient donné pouvoir : Mme Nicole Darrietort à M. Jacques Brune, Mme Pascale Péraldi à M. Laurent Lages, Mme Virginie Siani Wembou à M. Frédéric Laval.

VOEU

LOI TRAVAIL

Après lecture par M. José Marthe, le vœu suivant est rejeté (27 voix contre, 5 abstentions : M. Craspay, Mme Doubrère, Mme Ancien, M. Larrazabal, Mme Villégas et 2 voix pour : Mme Ayéla et M. Marthe),

« Le 49.3 est une brutalité.
Le 49.3 est un déni de démocratie.
Le 49.3 est une manière de freiner ou d'empêcher les débats parlementaires »

Ainsi s'exprimait François HOLLANDE en 2006, lors des débats sur le CPE.

En 2016, ce même François HOLLANDE qui n'en est plus à un reniement près, avec son Premier Ministre Manuel VALLS, appliquent le 49.3, avant tout examen par l'Assemblée Nationale des amendements présentés par les élus du peuple.

Considérant la responsabilité de l'exécutif dans les désordres et exactions perpétrées par les casseurs.

Considérant qu'un pouvoir ultra minoritaire dans le pays, n'est plus en capacité politique de passer en force dans quelque domaine que ce soit.

Considérant que désormais, parvenu à quelques mois de la fin d'un quinquennat calamiteux, tous les débats de fond ne peuvent être tranchés que par le peuple souverain dans le cadre de la campagne des élections présidentielles, déjà engagée.

Le Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées demande le retrait de la loi travail.

LE PRÉSIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a small upward tick.

Michel PÉLIEU